Attentat déjoué : le tabou des ex-militaires devenus jihadistes (màj vidéo)

16/07/2015 à 21h25

(…) L'appartenance à l'armée française de ce suspect stupéfie les autorités. "Ce n'est pas le premier militaire français à partir combattre au nom de Daesh, et c'est extrêmement inquiétant", estimait jeudi matin sur BFMTV Pierre Martinet, ancien agent de la DGSE. "Car ce sont des gens formés à passer à l'action dans la clandestinité, et en outre formés à l'armement, au maniement des explosifs et aux techniques de combat", poursuit-il.



En janvier dernier, RFI avait révélé qu'une dizaine d'anciens militaires français étaient aujourd'hui au combat sous une bannière jihadiste, en Syrie et en Irak. Interrogé à ce sujet, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian avait refusé de commenter l'information, consentant toutefois que le phénomène

existait, mais qu'il était "d'une extrême rareté".

"Certains pourraient rejoindre l'armée pour se former"

Jeudi, sur BFMTV, le général Dominique Trinquand, expert des questions de sécurité militaire, a tenu à nuancer lui aussi la situation. "Nous savons que l'un des suspects est un ancien militaire, mais cela veut à la fois tout et rien dire. A-t-il passé six mois, un an, deux ans dans l'armée? Quel poste tenait-il? Etait-il conducteur, secrétaire, membre d'un commando?"

Un discours faisant écho à celui tenu par le général Jean-François Hogard, auditionné en mars dernier à l'Assemblée nationale en vue de l'examen du projet de loi relatif au renseignement.

"Les quelques anciens militaires qui sont partis dans les filières jihadistes sont des individus qui n'ont bien souvent passé que quelques semaines dans l'institution, et qui ont été remerciés pour cause d'instabilité ou d'inadaptation. Aucun de ceux qui sont partis à ce stade n'a reçu de formation pointue, par exemple d'artificier ou de tireur d'élite", avait-il expliqué aux députés.
Quant au général Trinquand, s'il estime qu'un "certain nombre de jihadistes pourraient avoir un intérêt à rejoindre l'armée française pour se former", il rappelle l'existence d'un service, le DPSD, "chargé de scruter et de détecter les soldats" susceptibles de basculer. Quand la Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense a des soupçons, elle avertit le renseignement.

(…) BFM TV

A relire :

> *Islamisation de l’armée française : les problèmes ne datent pas d’hier (rediff) http://t.co/xyZgigx2Iw via @f_desouche*
>
> *— Pierre S. (@FrDesouche) July 16, 2015*